

MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES

Arrêté n° 042/MRA du 25 octobre 2000, portant organisation et mandat de la Cellule technique du cadre de réflexion stratégique de mise en œuvre de la consultation nationale pour la relance du secteur élevage.

Le ministre des ressources animales

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 005-99/PRN du 31 décembre 1999, portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2000-001/PRN du 05 janvier 2000, fixant la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2000-116/PRN/MRA du 21 avril 2000, déterminant les attributions du ministre des ressources animales ;

Vu le décret n° 2000-185/PRN/MRA du 23 juin 2000, portant organisation du ministère des ressources animales ;

Vu le décret n° 88-242/PCMS/MF/PM du 30 juin 1988, fixant les indemnités allouées aux personnels des directions des projets d'investissement modifié par le décret n° 98-161/PRN/MF du 4 juin 1998 ;

Vu l'arrêté n° 020/MRA du 4 juillet 2000, portant création d'un cadre de réflexion stratégique de mise en œuvre de la consultation nationale pour la relance du secteur élevage.

Arrête :

Chapitre I : Organisation

Article premier - La cellule technique créée par arrêté ci-dessus visé se compose de :

. un (1) coordonnateur

. trois (3) cadres

La cellule dispose par ailleurs d'un secrétariat avec un personnel d'appui mis à disposition ;

Art. 2 - Les quatre (4) membres de la cellule seront constitués de :

. deux (2) représentants du ministère des ressources animales ;

. un (1) représentant du ministère du plan ;

. un (1) représentant du ministère du commerce et de l'industrie ;

Art. 3 - Le coordonnateur qui ne peut avoir d'engagement vis à vis de la fonction publique, aura le profil de docteur vétérinaire ou de zoo économiste et sera choisi parmi les représentants du ministère des ressources animales.

Art. 4 - Les deux (2) autres cadres seront des agents de la fonction publique mis à disposition pour la durée du projet (3

mois) ;

Art. 5 - Les traitements du coordonnateur seront assurés sur fond FAO, rubrique consultants nationaux tandis que le deuxième représentant du MRA percevra une rémunération ;

Art. 6 - Les deux cadres mis à disposition et le personnel d'appui bénéficieront des avantages prévus par les textes en vigueur ;

Chapitre II : Mandat

Art. 7 - La cellule technique qui est placée sous tutelle directe du président du comité de pilotage est chargée de :

- . préparer les réunions du comité de pilotage
- . entreprendre la collecte, l'analyse, la synthèse de la documentation existante en rapport avec les stratégies et les politiques précédemment menées dans la perspective de rédiger un état des lieux.
- . identifier les éléments de succès résultant de la mise en œuvre des stratégies précédentes, susceptibles d'être capitalisées ainsi que les aspects défavorables qui ont constitué des contraintes majeures en se basant sur l'analyse documentaire.
- . rédiger une proposition de synthèse des états de lieux avec le concours des autres consultants qui sera soumis pour discussion lors du premier atelier de validation.
- . contribuer à l'animation des différents groupes de réflexion ou commission et aider à la réalisation des différents travaux de synthèse par les consultants nationaux tout en veillant à la cohérence de l'ensemble du travail
- . assurer la coordination de la cellule permanente d'anima-

tion qui sera chargée spécifiquement de suivre au jour le jour les activités de groupes de réflexion ou commission

. participer activement à la préparation et à l'animation des différents ateliers de validation ainsi qu'à la finalisation des documents de la relance du secteur de l'élevage.

Art. 8 - Le secrétaire général du ministère des ressources animales est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Koroney Maoudé.

Arrêté n° 41/MRA du 25 octobre 2000.

Article premier - Dr Moussa Aloua, vétérinaire indépendant diplômé d'Etat, est nommé coordonnateur de la cellule technique du cadre de réflexion stratégique de la consultation nationale pour la relance du secteur élevage.

Art. 2 - Sont nommés membres de ladite cellule :

- . M. Badamassi Djariri, zoo-économiste ;
- . Mme Akiné Fatouma, économiste représentant le ministère du plan ;
- . M. Maman Laouali Balla, représentant le ministère du commerce et de l'industrie ;

Art. 3 - Le coordonnateur national a rang et prérogatives de consultant ; à ce titre, il bénéficiera des avantages prévus au chapitre VI du document du projet TCP/FAO ;